

Discours d'ouverture du congrès du PGE

Chers camarades,

Chers amis,

Monsieur le Vice-Président de Bolivie,

Mesdames et Messieurs les invités,

Je voudrais commencer par vous dire la fierté et le bonheur que j'ai, à ouvrir la discussion générale de notre 4^e congrès, ici à Madrid.

Nous sommes ici, comme l'a dit le Vice-Président de Bolivie, « l'espoir » et la vie, dans une « Europe apathique et fatiguée » du néolibéralisme.

Nous sommes fiers d'être de ce côté là, du côté des peuples qui résistent, de ceux qui font battre le cœur de nos sociétés, de ceux qui feront le futur de l'Europe.

Nous sommes des combattants.

Et permettez-moi de rendre hommage à l'un des plus grands combattants du 20^{ème} siècle : Nelson Mandela.

Il y a eu un très grand hommage international à cet homme exceptionnel. Nous nous en félicitons. Mais ici, avec nos partis, il ne s'agit pas d'un hommage de circonstance. Parce que nous avons été dès la première heure aux côtés de Nelson Mandela et des siens, de l'ANC, du Parti communiste d'Afrique du Sud, de la Cosatu. Nous avons été dès le départ avec les combattants de la triple alliance qui ont permis la victoire contre le régime d'apartheid.

Madiba restera le symbole d'une lutte pour l'émancipation humaine de portée universelle, une lutte collective qui fut et reste celle du peuple sud-africain.

En Europe, nous sommes dans un moment historique. Notre congrès est très important.

Nous le tenons dans une période de crise du système capitaliste d'une part, et de l'Union Européenne d'autre part. Nous sommes dans une période de bouleversements sociaux économiques et politiques, voire de chaos, dans nos pays comme au plan européen.

Il s'agit peut-être du congrès le plus crucial depuis la création du PGE. Nous devons ces trois jours faire les choix qui feront du PGE un acteur majeur du conflit de classes qui s'intensifie dans l'UE et partout en Europe.

A Paris, lors de notre dernier congrès, nous avons décidé d'engager « une nouvelle étape de développement et de rayonnement du PGE ». Nous avons réussi. Notre parti a fait de remarquables progrès en 3 ans. Aujourd'hui, cela ne suffit plus. Notre ambition doit être plus grande encore.

Nous voulons être un acteur majeur du combat politique en Europe, pas de ceux qui regardent de loin, pas de ceux qui pèsent, un petit peu dans un coin. Nous voulons ouvrir le chemin d'une « alternative politique de gauche » à la crise, et pour construire « front social et politique européen » qui pourra en porter les objectifs. Il nous faut unir. Unir et donner confiance à tous ceux qui luttent, confiance en leur pouvoir collectif.

Nous en sommes capables.

C'est donc avec confiance que je veux essayer de vous présenter les grands enjeux sur lesquels, ensemble, nous devons prendre des décisions.

En débutant ce 4^{ème} Congrès, je veux enfin saluer le travail de toutes celles et ceux qui ont permis la tenue de ce congrès. Je pense tout particulièrement à nos camarades d'Espagne et de Catalogne. Nous pouvons les applaudir, ils ont fait un remarquable travail.

Je veux également saluer la mémoire de toutes celles et ceux qui ont rendu possible les avancées et les progrès successifs du PGE, et qui ne sont plus avec nous aujourd'hui. Je pense singulièrement à deux d'entre eux, notre camarade portugais Miguel Portas et notre camarade allemand Lothar Bisky qui fut le second président du PGE. Tous deux ont beaucoup compté dans l'histoire du PGE. Notre congrès les honorera à juste titre.

Chers camarades,

Je ne reviendrai pas dans cette intervention sur la description de la crise terrible que connaît notre continent. Nous la connaissons tous. Nos documents politiques la caractérisent parfaitement et vous allez en parler dans vos interventions.

Je veux plutôt me concentrer sur l'avenir, sur la manière dont nous allons essayer d'offrir un autre futur à l'Europe, à nos peuples, aux jeunes, aux moins jeunes, aux femmes et aux hommes de notre continent. Cela demande des initiatives politiques ambitieuses, qui parfois nous dépassent, à la hauteur des défis colossaux qui sont devant nous. L'enjeu est de permettre une issue progressiste pour les peuples d'Europe.

Nous ne sommes pas dans une situation ordinaire. L'UE traverse une crise existentielle. Tous les fondements de la construction européenne, ses traités, sont en cause.

- La mise en concurrence systématique, au service des seuls intérêts du marché, avec la déréglementation sociale, le dumping salarial, le chômage de masse et la précarité, l'attaque généralisée contre les systèmes sociaux.
- La toute puissance des marchés financiers consacrée par le rôle donné à la BCE et son bras armé, la Troïka
- L'autoritarisme qui confisque de plus en plus de pouvoirs aux peuples et aux Parlements

La crise a révélé les tares fondamentales de la construction européenne.

Ce n'est pas une crise de la dette. Les dettes publiques ne sont pas le résultat de l'excès des dépenses publiques. Elles sont la facture de la crise capitaliste, que les marchés cherchent à faire payer aux peuples.

La réponse austéritaire a tout aggravé. Aujourd'hui, l'Europe est dans une impasse profonde. Et je dirais même, dans une impasse de civilisation.

Les dirigeants européens, enfermés dans leurs dogmes, n'ont pas de vision pour l'avenir de l'Europe. Ils sont en train de tuer l'idée d'une Europe de coopérations et de solidarité.

Ils ont choisi les marchés plutôt que les peuples, ils sont chaque jour plus illégitimes !

Nous avons à prendre en charge l'avenir de l'Europe pour reconstruire l'espoir populaire.

Le rejet populaire est massif et généralisé.

Jamais encore les politiques de l'UE n'avaient provoqué un mécontentement de l'envergure que nous lui connaissons aujourd'hui, singulièrement dans l'espace jusqu'alors considéré comme son « cœur et sa fierté » : la zone euro. Dans les pays placés sous assistance de la troïka, les mesures draconiennes imposées sur le mode punitif à la population jettent le discrédit sur le modèle européen actuel et les dirigeants qui l'incarnent. Partout, les « pêcheurs en eaux troubles » de l'extrême droite cherchent à exploiter ce rejet. La menace est sérieuse.

Des voix s'élèvent alors en faveur du retrait de tel ou tel pays de la zone euro, ce qui aboutirait à plus ou moins court terme, à la dissolution de celle-ci. Ce débat traverse aussi les forces de gauche. Autant nous pouvons comprendre que l'exaspération puisse conduire des citoyens à envisager cette extrémité si la seule perspective est l'austérité ; autant nous considérerions qu'il s'agirait d'une fausse solution, porteuse de graves dangers. Dans le monde impitoyable où nous nous trouvons, elle pousserait les peuples, devenus encore plus concurrents, à se livrer une guerre économique sans merci. Les grands groupes et les états hégémoniques seraient sans doute les seuls gagnants de ce « chacun pour soi ».

Pour promouvoir les solidarités et l'esprit coopératif qui nous font aujourd'hui si cruellement défaut, nous pensons que nous avons besoin d'une Union Européenne, radicalement différente, d'une Europe refondée sur d'autres bases.

Nous voyons bien le piège qui est tendu : les peuples n'auraient plus qu'un choix. Soit l'enfoncement dans une Union européenne de plus en plus autoritaire, fédérale et anti-sociale, soit le retour au « chacun pour soi » dans la jungle de la mondialisation, voire pire, le retour des concurrences et des guerres, des xénophobies nationalistes.

La situation dans l'Est de l'Europe est à cet égard préoccupante. Les peuples de ces pays risquent de devenir des otages de l'affrontement des puissances - UE contre Russie - et l'otage d'oligarchies nationales pour le contrôle des ressources et des marchés.

L'UE n'a qu'un modèle à proposer : le libre-échange. Et les pouvoirs en place bien souvent corrompus, ne répondent aux peuples qui veulent s'en sortir, que par la répression des aspirations démocratiques.

Les peuples n'ont jamais vraiment la parole.

Notre vision est bien différente. Nous voulons une refondation pour reconstruire une union de peuples et de nations libres souverains et associés. Une union qui coopère pour le progrès social de tous et non pour le profit des plus riches.

Pour nous les axes de cette refondation sont clairs :

- Stopper les politiques d'austérité pour redonner la priorité au développement social, écologique et solidaire, au service public
- Démanteler la toute puissance des marchés financiers en renégociant partout la dette pour annuler sa partie illégitime et en changeant le rôle et les missions de la BCE pour financer le développement social
- Remettre le cap sur le progrès des droits humains et sociaux dans toute l'Europe en les faisant partout respecter en les harmonisant progressivement sur le meilleur
- Reconstruire des échanges justes entre pays européens et avec le reste du monde en bloquant notamment le projet de grand marché transatlantique.
- Construire une Europe de la paix qui sorte de l'OTAN, engage le désarmement et œuvre à la solution politique et non militaire des conflits.
- Enfin et surtout, restaurer la démocratie en donnant systématiquement la parole aux peuples sur les décisions structurantes de l'Union européenne et en respectant les souverainetés et Parlements aujourd'hui bafoués.

Nous sommes cette Europe là, celle qui recherche par tous les moyens l'émancipation humaine !

Alors comment avancer dans cette voie ?

Nous pouvons nous appuyer sur ce que nous avons déjà fait.

Le PGE a œuvré à tous les rassemblements nécessaires pour avancer vers la constitution de ce que nous appelons « un Front européen social et politique » de progrès.

Le PGE a intensifié ses échanges avec le mouvement social et syndical, mené une politique volontariste qui a coïncidé avec la recherche nouvelle, pour beaucoup de forces sociales, d'interlocuteurs politiques nouveaux.

Nous avons organisé un sommet alternatif à Bruxelles en mars 2012 auquel plus de 200 organisations sociales, syndicales et politiques ont participé.

Nous avons été un partenaire actif de l'altersummit à Athènes en juin 2013.

Je veux également saluer la très significative présence à notre congrès d'Ignacio Toxo et de Bernadette Ségol, respectivement Président et Secrétaire générale de la CES.

Nous voulons intensifier notre travail de relations avec toute une série de forces politiques nouvelles en Europe qui cherchent la voie dans leur engagement à gauche. Je pense aux Balkans, aux pays nordiques, à la Grande-Bretagne, aux pays de l'Est. Nous proposons de modifier nos statuts pour créer la possibilité de devenir parti « partenaire » du PGE afin d'élargir encore nos coopérations et notre rayonnement.

Nous avons travaillé à des rapprochements efficaces avec le forum de Sao Paulo et les forces de gauche latino-américaines comme avec les forces de gauche de la Méditerranée. Tout cela est essentiel.

Nous voulons que ce travail d'échanges, de dialogue, soit tourné vers l'action pour la transformation concrète de l'Europe, du monde, de la vie des peuples.

Le PGE n'est plus seulement un carrefour d'échanges politiques, il est un parti de coopérations concrètes, un parti d'action, un parti de propositions, un parti de transformation.

Notre document politique comporte deux séries de décisions importantes que je veux souligner.

La première concerne nos campagnes d'action et de propositions. Nous proposons que le PGE mène chaque année des campagnes politiques qui permettent l'appropriation militante et citoyenne de nouveaux objectifs communs. C'était le sens de l'ICE qui nous avons porté sur la création d'une banque ou d'un fonds européen public pour le développement social et écologique. Le refus de la commission européenne d'enregistrer notre demande a révélé la violation autoritaire des droits démocratiques des citoyens européens ainsi que l'intolérance des dirigeants européens néo-libéraux face à toute proposition alternative.

Mais il en faudra plus pour décourager ! Ainsi, nous proposons qu'en 2014, nous menions une grande campagne de sensibilisation et d'action pour mettre en échec le projet de grand marché transatlantique. Ce projet est dangereux pour les peuples européens mais aussi pour l'ensemble des peuples du monde. Il faut le révéler le contenu. Nous pouvons gagner et empêcher la signature de l'accord comme l'ont fait nos amis Latino-américains sur l'accord avec les USA. Rien n'est joué.

Nous proposons également d'organiser en mars prochain à Bruxelles un sommet sur la dette pour porter nos propositions dans la campagne des élections européennes. La dette est devenue une arme idéologique pour justifier les politiques d'austérité et d'inégalité. Nous voulons promouvoir d'autres solutions pour stopper l'austérité, financer autrement la relance de l'activité, répartir autrement les richesses. Cette initiative s'adresse à toutes les forces politiques, sociales, syndicales, universitaires, prêtes à travailler avec nous sur ces alternatives.

Enfin, je veux souligner l'importance que nous accorderons aux initiatives prises sur la paix tout au long de cette année consacrée au centenaire de la première guerre mondiale. Je pense notamment à celle que nous tiendrons au début de cette année à Verdun et plus tard à Sarajevo.

La deuxième décision concerne le renforcement de notre travail de convergence politique. Le document politique propose l'organisation annuelle d'un « forum européen des alternatives », un nouvel espace politique nouveau, ouvert à toutes les forces politiques, sociales et syndicales qui veulent travailler avec nous. La première édition pourrait se tenir à l'automne 2014 après les élections européennes, dans le nouveau paysage politique qu'elles dessineront.

Évidemment, tous nos efforts politiques vont converger d'ici la fin mai 2014 dans la préparation des élections européennes. Dans le contexte de crise aiguë que connaissent l'Europe et l'Union européenne, elles seront décisives et marqueront très probablement des évolutions sensibles des rapports de forces.

La situation est instable, elle peut déboucher sur le meilleur comme sur le pire.

Si nous savons ouvrir des perspectives de progrès aux forces citoyennes, sociales, politiques qui cherchent une issue alternative dans la solidarité, nos progrès peuvent être importants. Ce doit être notre objectif central : permettre la poussée des forces de gauche la plus forte possible dans chaque pays européens et renforcer avec ces résultats le groupe de la GUE-NGL au Parlement européen. Ce groupe dont il faudra préserver le caractère confédéral, pour lui permettre d'accueillir la diversité des forces anti-libérales et de gauche, est un bien extrêmement précieux. Sa Présidente Gabi Zimmer, prendra la parole lors de nos travaux. Nous la saluons ainsi que tous les députés de la GUE qui sont ici avec nous.

Nous voyons les manœuvres en cours pour maintenir, malgré le désaveu populaire, la mainmise du PPE et du PSE sur le Parlement.

Nous voyons aussi le danger de l'extrême droite. La chef du Front national, Marine Le Pen, vient de faire le tour des capitales européennes pour préparer la création d'un groupe d'extrême droite au Parlement. Ces forces brunes vont chercher à surfer sur le rejet de l'Europe.

Les sociaux-démocrates vont chercher à apparaître comme le rempart face à ce danger. Dans une déclaration commune publiée à Berlin le 23 octobre, le SPD allemand et le PS français de François Hollande déclarent : « nous voulons susciter une nouvelle confiance en Europe en faisant campagne pour le

changement en Europe, pour une Europe plus démocratique, sociale et durable. C'est ce que nous souhaitons proposer aux peuples pour les élections européennes de 2014 ».

Dans cette déclaration le PS français apporte son soutien à Martin Shultz pour la présidence de la commission européenne. Mais quel crédit ont-ils quand le SPD est désormais partie prenante d'une grande coalition sous la houlette d'Angela Merkel ? Ils se moquent du monde !

L'alternative de gauche, c'est nous qui pouvons la porter avec toutes les forces qui visent comme nous le renforcement de la GUE-NGL. Les axes de notre plateforme programmatique sont une contribution que nous voulons partager avec toutes ces forces.

Notre congrès devra également décider si nous présentons, pour mener cette bataille, un candidat à la présidence de la commission européenne. Le conseil des présidents a mis en débat cette question en octobre avec, comme vous le savez, une option pour une réponse positive et une proposition de nomination, celle d'Alexis Tsipras.

Nous déciderons en deux temps. Samedi, en votant sur le principe ou nom d'une candidature portée par le PGE. Dimanche, en désignant notre candidat si notre réponse est positive.

Je rappelle quel est l'esprit du Conseil des Présidents et désormais de la très grande majorité de nos partis. Je cite ce que nous disions en octobre en ouvrant la consultation de nos partis :

« Les élections européennes de mai 2014 seront décisives pour donner la parole aux peuples en lutte contre l'austérité. La démocratie est bafouée en Europe. Seuls les marches financiers font la loi. Pourtant, c'est aux citoyens, aux peuples, que doit revenir le pouvoir de décider de l'avenir de l'Europe. Les souverainetés populaires quotidiennement attaquées doivent être respectées. Le Conseil des Présidents a discuté de la possibilité de présenter un candidat commun à la Présidence de la commission européenne. Le PGE ne croit pas que cette disposition nouvelle soit de nature à démocratiser l'UE. Elle ne masquera pas, comme l'espèrent les dirigeants européens de la troïka, leur autoritarisme. »

Et nous ajoutons, « Il n'y a pourtant aucune raison, lors de la campagne électorale, de laisser le monopole de la parole aux forces responsables de la crise. Les peuples, les travailleurs, toutes celles et ceux qui luttent contre l'austérité et pour une refondation de l'Europe doivent avoir un porte-voix. Pour le PGE, cette candidature serait un symbole fort d'espoir pour l'Europe. La Grèce a servi de cobaye aux politiques d'austérité. Mais la Grèce a résisté et résiste encore. Syriza, le parti dont Alexis Tsipras est le Président a su rassembler le peuple grec contre les memoranda barbares et l'autoritarisme et pour un redressement de la Grèce dans une Europe solidaire. La voix d'Alexis Tsipras serait donc celle de la résistance et de l'espoir face aux politiques ultra-libérales et face à la menace de l'extrême droite. Cette candidature pourrait rassembler de nombreux citoyens et de nombreuses forces politiques. »

L'heure est maintenant venue de décider. La très grande majorité d'entre nous y sont favorables. Certains partis non, non en opposition à la candidature d'Alexis, mais par hostilité au principe, qui à leurs yeux crédibiliserait une commission que nous jugeons illégitime et anti-démocratique. Nous allons mener au bout ce débat et décider avec l'esprit de rassemblement qui nous caractérise.

Dans mon esprit, il est clair que notre décision ne vise pas à s'imposer aux partis qui ne souhaiteraient pas la relayer, ni aux partis de la GUE-NGL non membres du PGE qui ne s'y reconnaîtraient pas. Cette candidature, si nous la décidons, et je le souhaite ardemment, sera mise à la disposition de toutes les forces qui le souhaiteront pour renforcer la lutte anti-austérité et le poids politiques de nos alternatives. Si nous le décidons, il nous faudra afficher de grandes ambitions. Il en ira de notre crédibilité et de celle de Syriza en Grèce.

Enfin, il me revient d'évoquer la dernière décision que nous aurons à prendre. Le renouvellement de notre direction. L'élection aura lieu dimanche. Il y a un très large consensus sur la poursuite d'une présidence collective. L'expérience a validé cette innovation du dernier congrès.

Je présenterai demain après le Conseil des Présidents, qui se réunit ce soir, une proposition nominative de présidence collective. Comme vous le savez, j'ai dit ma disponibilité pour un second mandat et la plupart des membres de la présidence sont également prêts à le faire. Je pense, aux vues des consultations dont nous ferons le bilan ce soir, que nous pourrions nous diriger vers la reconduction d'une équipe dans la continuité. C'est une très bonne chose après un mandat où nous avons progressé ensemble et avant des échéances politiques majeures.

Je vous souhaite donc à toutes et tous un très bon travail collectif pour, comme l'a dit Maite Mola, le congrès du futur de la gauche européenne, et le congrès du futur de l'Europe !

Le PCF souhaite l'unité du Front de gauche derrière Alexis Tsipras

Le congrès du PGE se conclut dans l'unité et le rassemblement. La gauche européenne est en marche pour intensifier son combat contre l'austérité avec Alexis Tsipras comme candidat à la présidence de la commission européenne.

En France, le Front de gauche doit impulser cette dynamique en entrant le plus vite possible en campagne pour mettre la gauche anti-austérité en tête aux élections européennes de mai 2014.

La décision du Parti de gauche de suspendre sa participation au PGE à l'issue de ce magnifique congrès est incompréhensible et incohérent.

Le PCF fera tout, pour sa part, pour que ne soit pas entravé l'engagement uni du Front de gauche dans les élections européennes.

Gilles Garnier, Responsable de la commission Europe au PCF

Congrès du PGE : une force et un espoir pour la gauche européenne et pour une Europe solidaire

Pleine réussite à Madrid, pour un congrès qui fera date dans l'histoire du Parti de la gauche européenne (PGE), de la gauche européenne et pour une Europe solidaire.

Le 4e Congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) vient de s'achever à Madrid. Les 300 délégués venus de toute l'Europe, de pays membres ou non de l'Union européenne, ont décidé de faire du PGE dans les années qui viennent un acteur majeur du combat politique en Europe contre les politiques d'austérité, les régressions démocratiques et pour construire un front social et politique européen offrant aux forces sociales, politiques, de la culture, de la création et citoyennes du continent une alternative de gauche en Europe.

Un front qui permettra d'ouvrir les chemins du rassemblement et de l'espoir des peuples européens pour refonder une construction régionale de nations et de peuples souverains, libres et associés au plan régional pour le progrès social, démocratique, économique, écologique, la paix et fondée sur les principes des respects des souverainetés et de la richesse culturelle, politique et sociale.

Le PCF s'engage dans la réussite des trois grandes initiatives décidées par le PGE : 1- la grande campagne de sensibilisation et d'action pour mettre en échec le projet de Grand marché transatlantique (TAFTA) ; 2- en mars prochain à Bruxelles un sommet sur la dette ; 3- la tenue chaque année du « forum européen des alternatives », un nouvel espace politique ouvert à toutes les forces politiques, sociales et syndicales qui veulent travailler avec nous et dont la première édition pourrait se tenir à l'automne 2014

Le PCF salue la réélection de Pierre Laurent à la tête de la présidence collégiale du Parti de la gauche européenne (PGE) composée d'Alexis Tsipras (Syriza, Grèce), Marisa Mattias (Bloco, Portugal), Maïte Mola (PCE-IU, Espagne) et de Margarita Mileva (Bulgarian Left, Bulgarie), et du trésorier Diether Dehm (die Linke, Allemagne) dont le travail engagé en 2010 a permis, en 3 ans, de renforcer l'unité et l'action du PGE.

Le PCF se félicite du choix de présenter la candidature d'Alexis Tsipras, président de Syriza, député grec et vice-président du PGE, à l'élection de la présidence de la Commission européenne. « Alexis Tsipras portera la voix de la résistance et de l'espoir » de la gauche dans la dynamique des échéances électorales européennes du printemps 2014.